



Conseil économique et social

Distr. générale
28 octobre 2010
Français
Original : anglais

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**
Session ordinaire 2011
31 janvier-9 février 2011

**Rapports quadriennaux pour la période 2006-2009,
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général
par les organisations non gouvernementales dotées
du statut consultatif auprès du Conseil économique
et social, en application de la résolution 1996/31
du Conseil**

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
1. 8th Day Center for Justice	3
2. American Society of Safety Engineers	3
3. Americans for UNFPA	5
4. Asian Migrant Centre	6
5. Assemblée des Premières Nations – Fraternité nationale des Indiens.	8
6. Association for Aid and Relief (Japan)	9
7. Association des parlementaires d'Europe pour l'Afrique	10
8. Becket Fund pour la liberté religieuse	12
9. China Society for Human Rights Studies	13
10. Comité consultatif mondial des Amis	15
11. Fundación para Estudio e Investigación de la Mujer	16
12. Greenpeace International	18
13. Hope for Africa	19
14. Fondation internationale de l'énergie	20



15.	International Women's Writing Guild	22
16.	Groupe de liaison pour l'Année internationale de la femme	23
17.	Urban Justice Center	24

1. 8th Day Center for Justice

Statut consultatif spécial accordé en 1998

I. Introduction

8th Day Center for Justice est une organisation religieuse basée à Chicago (États-Unis d'Amérique) dont les membres sont issus des quatre coins du monde.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation s'attache à promouvoir systématiquement l'éducation et à sensibiliser les populations sur les questions de justice par l'analyse sociale, la réflexion théologique, la résistance non violente, les publications, les ressources techniques et le travail de coalition.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a participé aux soixantième et soixante-deuxième conférences annuelles du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales (respectivement, à New York, en 2007 et à Mexico, en 2009).

Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

L'organisation soutient les journées et les semaines des Nations Unies, notamment la Journée des droits de l'homme, la Semaine mondiale de l'eau, la Journée internationale des migrants et la Journée internationale de la paix. Elle publie et distribue également du matériel éducatif sur la Déclaration universelle des droits de l'homme.

2. American Society of Safety Engineers

Statut consultatif spécial accordé en 2002

I. Introduction

L'American Society of Safety Engineers est une association mondiale qui fournit des services spécialisés en matière de développement et de représentation à ceux qu'intéressent les pratiques concernant la sécurité, la santé et l'environnement. Cette organisation compte plus de 32 000 membres organisés en 151 chapitres, 35 sections et 60 sections universitaires à travers le monde.

A. Buts et objectifs de l'organisation

Ses membres s'emploient à veiller que les travailleurs rentrent chez eux en toute sécurité et en bonne santé. Les membres peuvent œuvrer au sein des six divisions de l'organisation, qui incluent le milieu universitaire, la construction, les services de conseil, l'ingénierie, l'environnement, la protection contre les incendies, les soins de santé, l'hygiène industrielle, la gestion, l'industrie manufacturière, l'exploitation minière, l'extraction de pétrole et de gaz, le secteur public, la gestion des risques/assurance et les transports.

B. Changements importants intervenus dans l'organisation

En 2009, l'organisation a élaboré une nouvelle initiative stratégique afin d'étendre son influence en tant que leader mondial dans les domaines de la sécurité, de la santé et de l'environnement et en 2008, elle a signé un mémorandum d'accord avec l'Organisation internationale du Travail.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation œuvre en faveur de la durabilité de l'environnement en renforçant les capacités des professionnels de la sécurité qui s'attachent à protéger la main-d'œuvre contre les risques susceptibles de menacer la sûreté, l'hygiène et le milieu du travail. Elle vise à accroître le professionnalisme et la mobilisation des travailleurs de sorte que des outils scientifiques et des outils de gestion leur permettent de recruter des travailleurs et des salariés du monde entier au service d'une meilleure sûreté et d'une plus grande hygiène sur les lieux de travail.

A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

En 2008, les représentants de l'organisation ont participé à la cinquante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme.

B. Activités menées à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 1 et Objectif 7. L'organisation dispose d'un indice de développement durable et de sécurité ainsi que d'indices de développement durable et de responsabilité sociale des entreprises. Avec cet indice, les entreprises doivent réévaluer la sûreté et la santé au travail et leurs relations avec les fournisseurs et exiger des mesures plus rigoureuses dans ces domaines en faveur des travailleurs. L'organisation continue aussi de soutenir le travail de ses membres en renforçant les pratiques de développement durable, notamment en limitant le nombre d'accidents et les autres risques sur le lieu de travail et en empêchant toute dégradation ultérieure de l'environnement.

3. Americans for UNFPA

Statut consultatif spécial accordé en 2002

I. Introduction

Americans for UNFPA a été créé en 1998 afin d'édifier un appui moral, politique et financier aux États-Unis en faveur du Fonds des Nations Unies pour la population.

A. Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation promeut les activités du Fonds des Nations Unies pour la population aux États-Unis.

B. Changements importants intervenus dans l'organisation

En 2005, au terme d'une réévaluation de ses activités, l'organisation a modifié radicalement sa mission et élaboré une vision stratégique. Ses objectifs prioritaires visent désormais à sensibiliser le grand public aux activités du Fonds des Nations Unies pour la population, afin de s'assurer que le Congrès américain continue d'allouer un montant annuel minimum de 34 millions de dollars des États-Unis au Fonds des Nations Unies pour la population, assorti de restrictions législatives les plus souples possible, ainsi que de constituer une base ciblée plus vaste pour le Fonds des Nations Unies pour la population aux États-Unis.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

La journée annuelle de lobbying de l'organisation est l'occasion d'éduquer le législateur et de témoigner de son soutien au Fonds des Nations Unies pour la population auprès des électeurs, de renforcer les activités de sensibilisation en œuvrant pour une participation active à l'action de l'organisation et d'attirer l'attention sur le Fonds à travers la rédaction de courriers destinés à la presse, des articles publiés sur des blogs et d'autres opérations pertinentes. À l'occasion de sa journée de lobbying 2009, qui s'est tenue à Washington, l'organisation a animé 63 réunions auxquelles ont participé 38 militants originaires de 19 États. De 2006 à 2009, elle a promu et facilité la visite d'Américains des programmes du Fonds des Nations Unies pour la population au Cambodge, en Érythrée, en Inde, au Laos, au Rwanda et en Ouganda. En 2006, l'organisation a lancé son premier prix international annuel pour la santé et la dignité de la femme.

A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

L'organisation s'emploie à constituer une base nationale pour le Fonds des Nations Unies pour la population. À cette fin, elle collabore avec des décideurs, des

particuliers et d'autres organisations à but non lucratif basées aux États-Unis afin de promouvoir ses objectifs.

B. Collaboration avec les organismes des Nations Unies

L'organisation et le Fonds des Nations Unies pour la population travaillent dans un esprit de respect mutuel, de partenariat et de transparence, en échangeant des informations et des idées et en se concertant et en s'aidant mutuellement en vue de concrétiser les objectifs communs. L'organisation entretient une relation étroite d'ordre consultatif avec le Fonds des Nations Unies pour la population afin d'assurer une cohérence parfaite de ses activités avec les objectifs et les politiques du fonds.

C. Activités menées à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

En 2007, l'organisation a animé une conférence à Londres couronnée de succès, intitulée « Les femmes donnent la vie », destinée à mettre en exergue la mortalité maternelle, en particulier dans le cadre de l'**Objectif 5**.

4. Asian Migrant Centre

Statut consultatif spécial accordé en 2002

I. Introduction

L'Asian Migrant Centre promeut les droits de l'homme et la dignité des travailleurs migrants et de leur famille en Asie de manière à leur permettre de venir de véritables partenaires dans le cadre d'une évolution sociale durable, équitable et tenant compte de la problématique hommes-femmes.

Buts et objectifs de l'organisation

Objectifs stratégiques de l'organisation : (a) publier, recueillir, diffuser et proposer des informations et de la documentation axées sur la migration asiatique; (b) entreprendre des études et des recherches innovantes; (c) sensibiliser et éduquer la population sur les droits et les problèmes des migrants asiatiques; (d) favoriser le renforcement des capacités des groupes partenaires de migrants en Asie afin qu'il puisse surveiller et dénoncer toute violation des droits des migrants, obtenir réparation pour les migrants et défendre les normes, les lois et les politiques adoptées au niveau national, régional et international en faveur des droits de l'homme des migrants; (e) promouvoir et favoriser la création d'un forum pour les migrants en Asie qui revêtirait la forme d'un réseau régional asiatique des migrants soucieux de promouvoir les droits de l'homme des migrants; et (f) élaborer, lancer et promouvoir un programme modèle d'épargne des migrants comme programme d'investissement alternatif.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation préconise l'adoption et la mise en œuvre efficace des principaux instruments des Nations Unies, des normes fondamentales de l'Organisation internationale du Travail et des principes de conditions de travail décentes et elle promeut leur application afin de protéger les travailleurs migrants en Asie.

A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

L'organisation a favorisé la participation de la délégation de migrants à la première session du Conseil des droits de l'homme qui s'est tenue à Genève en 2006. Elle a assisté à l'audience de la société civile du Service de liaison des Nations avec les organisations non gouvernementales concernant le Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement (New York, 2006), à l'occasion de laquelle elle est intervenue et a présenté un discours, elle a animé des ateliers, elle a présidé différentes séances plénières de la réunion de la société civile et contribué à l'établissement des rapports et de la déclaration au terme des ateliers. L'organisation a également participé au séminaire régional sur le renforcement des capacités des mécanismes nationaux chargés de promouvoir l'égalité des sexes afin de définir les politiques en matière de migration et de protéger les femmes migrantes, organisé par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (Bangkok, 2006). Enfin, elle a assisté à la onzième session du Conseil des droits de l'homme (Genève, 2009).

B. Collaboration avec les organismes des Nations Unies

L'organisation s'est mobilisée pour la ratification de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille. Elle a également collaboré avec le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme au projet commun sur l'autonomisation des femmes migrantes et les employés de maison immigrés, en œuvrant en faveur de l'indépendance économique des femmes migrantes et des programmes de réintégration en Asie.

C. Activités menées à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Les programmes et activités prioritaires de l'organisation ont contribué à promouvoir les **Objectifs 1, 3, 6, 7 et 8**. Les activités qu'elle a menés au cours de la période 2006-2009 ont inclus le renforcement des capacités des migrants et la défense de leurs droits, des programmes de sensibilisation auprès de la population, la création de réseaux, des recherches, la formulation de positions et de stratégies communes, des opérations de lobbying et de défense au niveau régional, national et international.

5. Assemblée des Premières Nations – Fraternité nationale des Indiens

Statut consultatif spécial accordé en 2002

I. Introduction

L'Assemblée des Premières Nations - Fraternité nationale des Indiens est résolue à œuvrer en faveur des intérêts des Premières Nations. Pour atteindre ces objectifs, l'organisation a, en 2006 et 2007, élaboré plusieurs initiatives, projets et accords et a pris part à la rédaction de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Grâce à l'action de l'organisation au Canada, le Premier ministre canadien a formulé des excuses eu égard aux pensionnats indiens, une motion soutenant la Déclaration des Nations Unies a été adoptée à la Chambre des communes du Canada, une collaboration avec le Gouvernement canadien a été instaurée eu égard à la loi constituant le tribunal de revendications relative au règlement des revendications territoriales et une première conférence conjointe entre les Premières nations et le Gouvernement canadien a été organisée en mars 2008 sur le thème des traités historiques.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

L'organisation a participé au Forum mondial des dirigeants des Nations Unies consacré au VIH et à la tuberculose en juin 2008. Elle a accueilli en marge de celle-ci un groupe d'experts qui se sont exprimés sur l'incidence élevée de la tuberculose parmi les autochtones à travers le monde et en 2008, le conseil des femmes de l'organisation a organisé des réunions avec les membres originaires d'Amérique du Nord à l'occasion de septième session de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones. Lors du huitième Forum en 2009, le conseil des femmes de l'organisation a présenté une déclaration et organisé une manifestation parallèle portant sur l'analyse comparative selon le sexe et le diabète. L'organisation a assisté au cinquième Forum mondial de l'eau, qui s'est tenu à Istanbul (Turquie), en 2009, au cours duquel la Déclaration internationale des peuples autochtones sur l'eau (International Indigenous Water Declaration) a été présentée. L'organisation a également participé à la concertation internationale à l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (Copenhague, 2009).

B. Activités menées à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Dans le cadre de ses initiatives, l'organisation a participé au Sommet des populations autochtones des Amériques, qui s'est tenu au Panama en 2009, au cours duquel la stratégie mondiale de lutte contre la pauvreté a été définie.

6. Association for Aid and Relief (Japan)

Statut consultatif spécial accordé en 1998

I. Introduction

L'Association for Aid and Relief (Japan) a été créée en 1979 et œuvre dans plus de 55 pays. En 1997, elle s'est vu décerner le Prix Nobel de la paix en tant qu'organisation membre de la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres.

A. Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation qui a pour objectif de fournir une aide humanitaire et promouvoir l'autonomie, entend relever cinq défis : l'aide d'urgence; l'aide auprès des handicapés; le déminage; la lutte contre les maladies infectieuses notamment le HIV/sida et le paludisme et la mobilisation.

B. Changements importants intervenus dans l'organisation

En juin 2009, l'assemblée générale de l'organisation a revu le descriptif de sa mission et intégré deux nouvelles priorités: la lutte contre les maladies infectieuses telles que le HIV/sida et le paludisme et la mobilisation. Une division de recherche a également été créée en 2008 afin de renforcer sa capacité en matière d'aide internationale.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

En 2009, l'organisation est venue en aide aux victimes des catastrophes suivantes : Typhon Ketsana (Philippines); tremblements de terre à Sumatra en septembre 2009 et cyclone Nargis au Myanmar, en mai 2008. En outre, elle a construit des abris et distribué du matériel pédagogique aux écoliers chinois, après le tremblement de terre dans la province du Sichuan en mai 2008 et elle a ouvert des cliniques de physiothérapie dans la province de Takhar en Afghanistan pour les personnes handicapées. Elle distribue aussi du matériel de sensibilisation au danger des mines en Afghanistan, en consultation avec le Centre de coordination de la lutte antimines des Nations Unies pour l'Afghanistan.

A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

L'organisation a participé en 2007 au bilan d'étape de la Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées, qui s'est tenu à Bangkok en septembre 2007. Elle a aussi assisté au Sommet de Carthagène pour un monde sans mines, en particulier à la deuxième Conférence des États parties chargée de l'examen de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du

transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, qui a eu lieu en 2009 à Carthagène (Colombie).

B. Collaboration avec les organismes des Nations Unies

De 2006 à 2009, l'organisation s'est attachée à : (a) élaborer du matériel de sensibilisation au danger des mines, en collaboration avec le Service de la lutte antimines des Nations Unies au Soudan; (b) fournir des fauteuils roulants aux survivants des mines terrestres au Cambodge (c) préparer un séminaire de trois jours sur la lutte antimines en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) en Angola.

C. Activités menées à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 2. Œuvrer en faveur de l'éducation des enfants au Myanmar.

Objectif 3. Créer des centres de formation professionnelle pour les femmes au Myanmar et en Angola.

Objectif 5. Bâtir des cliniques et former les accoucheuses à la santé maternelle dans le Sud-Soudan.

Objectif 6. Dispenser un enseignement sur le VIH/sida en Zambie.

Objectif 7. Réintégrer un projet de système hydraulique dans la portion du Cachemire sous administration pakistanaise.

D. Informations supplémentaires

En novembre 2008, l'organisation s'est vu décerner le Grand prix de la paix d'Okinawa, octroyé aux particuliers et aux organisations qui œuvrent en faveur de la paix en Asie et dans le Pacifique.

7. Association des parlementaires d'Europe pour l'Afrique

Statut consultatif spécial accordé en 2006

I. Introduction

En partenariat avec les parlementaires africains, l'Association des parlementaires d'Europe pour l'Afrique entend renforcer la démocratie parlementaire en Afrique, veiller à ce que l'Afrique reste à l'ordre du jour politique en Europe et favoriser le dialogue entre parlementaires africains et européens.

A. Buts et objectifs de l'organisation

L'objectif principal de l'organisation vise à favoriser le respect des droits de l'homme, la démocratie et le développement en Afrique.

B. Changements importants intervenus dans l'organisation

Depuis octobre 2009, l'organisation s'appelle « Association des parlementaires d'Europe avec l'Afrique » et non plus « Association des parlementaires d'Europe pour l'Afrique ».

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

En coordination avec l'UNICEF, l'organisation anime des séminaires, des ateliers et des conférences axées sur les orphelins et les enfants vulnérables ainsi que sur le VIH/sida. Au total, ces manifestations ont accueilli environ 500 parlementaires provenant de 19 pays différents.

A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

À l'occasion de la quinzième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (Copenhague, décembre 2009), l'organisation, l'Association parlementaire du Commonwealth, Globe International et le Réseau parlementaire sur la Banque mondiale ont formulé une déclaration commune incluant les résultats des débats entre les parlementaires et les négociateurs qui ont eu lieu lors de la réunion parlementaire sur Internet à laquelle l'organisation et l'Association parlementaire du Commonwealth ont participé. En février, en marge du séminaire de l'Union européenne intitulé « le Parlement et les objectifs du Millénaire pour le développement », l'organisation a préparé un séminaire sur la réalisation des objectifs du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique dans le cadre de l'architecture de l'aide en mutation afin de faire le point sur l'état d'avancement des différentes initiatives adoptées en faveur de la réforme de l'aide.

B. Collaboration avec les organismes des Nations Unies

L'organisation a conclu deux accords de coopération avec l'UNICEF en vue d'amplifier la riposte face au VIH/sida chez les enfants en Afrique de l'Est et en Afrique australe).

C. Activités menées à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 1. La Conférence 2006 organisée dans la République-Unie de Tanzanie sur le développement du secteur privé et la réduction de la pauvreté a abouti à des discussions sur le microcrédit.

Objectif 4. En coordination avec l'UNICEF, l'association a organisé des activités en faveur des orphelins et des enfants vulnérables.

Objectif 7. Depuis 2008, l'organisation s'emploie plus activement à mobiliser les parlementaires afin qu'ils prennent part au programme du Nouveau Partenariat

pour le développement de l'Afrique et formulent des politiques visant à inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales.

8. Becket Fund for Religious Liberty

Statut consultatif spécial accordé en 2002

I. Introduction

Le Becket Fund for Religious Liberty est un cabinet juridique à but non lucratif et d'intérêt public, dont l'objectif est de protéger la liberté religieuse des individus de toute confession. Basée à Washington D.C., l'organisation rayonne à travers le monde.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a pour objectif de promouvoir la liberté de religion des individus de toute confession.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a dirigé ou participé à des contentions sur des questions impliquant la liberté de religion, notamment dans une affaire portée devant la Cour européenne des droits de l'homme pour le compte de la mosquée de Djouma (Azerbaïdjan). L'organisation a mené des missions d'établissement des faits et des recherches en Chine, Égypte, Inde, Indonésie, Jordanie, Malaisie, Mexique, Maroc et Turquie.

A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

Le 23 avril 2009, lors de la Conférence d'examen de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, à Genève, l'organisation a prononcé un discours intitulé « Moving forward: religious defamation and incitement laws » (Aller de l'avant : diffamation de nature religieuse et législation en matière d'incitation). Au cours de la période de référence, l'organisation a soumis des examens périodiques universels pour les pays suivants : Azerbaïdjan, Bangladesh, Chine, Égypte, France, Inde, Iraq, Kazakhstan, Kirghizistan, Laos, Malaisie, Myanmar, Népal, Nigeria, Pakistan, Arabie saoudite, Sri Lanka, Turquie, États-Unis d'Amérique et Ouzbékistan. Le 27 octobre 2009, l'organisation a préparé une manifestation parallèle au siège des Nations Unies, dans le cadre de la Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec le comité d'ONG des Nations Unies pour la liberté de religion et de croyance, ayant pour thème les relations entre la liberté d'expression et la liberté de religion ou de croyance. Cette manifestation a accueilli de nombreux membres de la société civile et des délégués des Nations Unies et les participants incluaient le

Directeur juridique international de l'organisation, Cole Durham, le Directeur du centre des études religieuses et de droit de Brigham Young et Suhail Khan, de l'Institute for Global Engagement.

B. Collaboration avec les organismes des Nations Unies

L'organisation est activement impliquée dans le Comité de la Conférence des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social chargé de la liberté de religion ou de conviction puisque son Directeur juridique international est membre de son bureau. À ce titre, l'organisation a animé de nombreuses réunions en collaboration avec le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la liberté de religion ou de conviction, tout en fournissant à ce dernier une aide précieuse dans le cadre des recherches. En outre, à l'occasion de la Conférence d'examen de Durban en 2008, elle a accueilli une manifestation parallèle et elle a joué le rôle d'observateur lors du Comité spécial du Conseil des droits de l'homme chargé d'élaborer des normes complémentaires à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

C. Activités menées à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Les activités de l'organisation visent à promouvoir les droits de l'homme et l'état de droit, en particulier en proposant des formations sur l'état de droit afin de contribuer au bien-être général des individus dans tous les domaines de la société, notamment, l'éducation, la santé et la sécurité financière.

9. China Society for Human Rights Studies

Statut consultatif spécial accordé en 1998

I. Introduction

China Society for Human Rights Studies, l'ONG la plus importante dans le domaine de l'étude des droits de l'homme en Chine, se déploie principalement en Chine.

Buts et objectifs de l'organisation

Parmi les activités et les tâches de l'organisation, on retrouve l'étude des théories, de l'histoire et de la situation des droits de l'homme en Chine et dans d'autres pays; promouvoir la connaissance des droits de l'homme; s'engager dans des échanges et des collaborations pertinents au niveau international et favoriser le respect des droits de l'homme en Chine et le reste du monde. L'organisation a dirigé des séminaires universitaires et des études monographiques, publié plusieurs ouvrages sur les droits de l'homme et mené à bien diverses activités consacrées aux droits de l'homme. L'organisation s'engage dans des échanges et coopérations sur le

plan international dans le domaine des droits de l'homme et assiste aux conférences des Nations Unies sur les droits de l'homme et aux activités dans ce domaine.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a participé activement aux conférences des Nations Unies et coopéré avec les organismes des Nations Unies.

A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

Les représentants de l'organisation étaient présents aux manifestations suivantes : première session du Conseil des droits de l'homme (Genève, 2006); cinquante et unième session de la Commission de la condition de la femme (New York, 2007) au cours de laquelle ils ont participé à des forums, ateliers, symposiums, tables-rondes et présentations sur l'égalité entre les sexes, l'élimination de toutes les formes de discrimination et de violence à l'égard des filles; septième session du Conseil des droits de l'homme (Genève, 2008); quarante et unième session du Comité des Nations Unies contre la torture (Genève, 2008), au cours de laquelle ils ont soumis un rapport unique conformément à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants; quatrième session du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme (Genève, 2009), à l'occasion de laquelle ils ont soumis une déclaration écrite sur les droits de l'homme et les mécanismes et le système judiciaire en Chine auprès du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et soixante-quinzième session du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (Genève, 2009), au cours de laquelle ils ont soumis un rapport.

B. Collaboration avec les organismes des Nations Unies

En 2007, l'organisation, en collaboration avec le HCDH, a mis en œuvre un projet de formation sur les activités des organes conventionnels destiné aux représentants de la société civile chinoise, afin de renforcer la participation de cette dernière dans les rapports que la Chine adresse auxdits organes. Deux ateliers ont été organisés à Beijing en septembre 2007 et à Genève en mars 2008.

C. Activités menées à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation célèbre la Journée des droits de l'homme chaque année, le 10 décembre. À cette occasion, en 2008, le Président chinois Hu Jintao, désireux de mettre en exergue le soixantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, a rédigé une lettre à l'intention de l'organisation dans laquelle il confirme la volonté de la Chine de continuer à accorder la plus grande priorité au droit à la subsistance et au développement, garantissant ainsi à tous les membres de la société le droit à une participation et un développement équitables. L'organisation

a aussi joué un rôle actif dans l'élaboration et l'évaluation du plan d'action national relatif aux droits de l'homme en Chine (2009-2010) et assisté à diverses autres conférences internationales sur les droits de l'homme.

10. Comité consultatif mondial des amis

Statut consultatif général accordé en 2002

I. Introduction

Le Comité consultatif mondial des amis favorise les actions internationales de l'Organisation des Nations Unies et d'autres institutions internationales en faveur d'un monde plus pacifique et plus humain. Il a été créé en 1937 afin d'offrir un moyen de communication et d'action commune aux membres des Yearly meetings (Cultes annuels) des groupes autonomes de la Société religieuse des Amis (Quakers).

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation soutient les activités de la Commission des Nations Unies de consolidation de la paix et anime seule ou conjointement diverses réunions à New York et à Genève afin d'appuyer la Commission et le Bureau d'appui à la consolidation de la paix des Nations Unies. Elle a participé aux sessions du Conseil des droits de l'homme à Genève et aux sessions annuelles de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale. Elle a œuvré en faveur des priorités des Nations Unies en matière de désarmement, en accordant une attention particulière au commerce illégal des armes légères et de petit calibre et au renforcement de la Convention sur les armes biologiques. Elle a assisté aux réunions du Comité d'ONG auprès de l'UNICEF et du Conseil d'administration de l'UNICEF.

A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

En 2007-2008, le bureau de l'organisation sis à Genève a contribué à l'élaboration de la Plateforme de Genève pour la consolidation de la paix, dans l'optique d'améliorer la participation des organisations basées dans cette ville dans le cadre des activités des Nations Unies liées à la consolidation de la paix. Au cours de la période de référence, l'organisation a consulté des membres du Bureau d'appui à la consolidation de la paix concernant le rapport du Secrétaire général de l'ONU sur la consolidation de la paix et le relèvement rapide; elle a participé au forum annuel 2009 du Bureau d'appui à la consolidation de la paix, en présence du Sous-Secrétaire général chargé du Bureau d'appui à la consolidation de la paix; elle a animé un débat de haut niveau ayant pour thème « Gaps in Early Recovery: Next Steps for the Peacebuilding Commission », en septembre 2008 à New York; elle a assisté aux sessions du Conseil des droits de l'homme; elle s'est rendue aux réunions du Comité exécutif du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés; elle a participé à la conférence d'examen du Programme d'action en vue de

prévenir combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, qui s'est déroulée à New York en 2006 ainsi qu'à la troisième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action relatif aux armes légères (New York, 2008) et elle a organisé des manifestations en marge de chacune de ces réunions sur le thème de la violence armée et du développement.

B. Collaboration avec les organismes des Nations Unies

L'organisation a participé à la réunion d'examen consultatif du Programme de prévention de la violence armée du Programme des Nations Unies pour le développement/Organisation mondiale de la Santé, qui s'est dans la ville de Panama, en 2007. Elle a également collaboré avec le Bureau de la prévention des crises et du relèvement du Programme des Nations Unies pour le développement et assisté à une concertation sur le rapport du Secrétaire général sur la consolidation de la paix au lendemain d'un conflit, organisée en 2009, par l'Institut international pour la paix et la Mission permanente de l'Ouganda auprès de l'Organisation des Nations Unies. La même année, l'organisation a co-animé un atelier à New York du 9 au 17 juin 2009, en coordination avec l'Équipe-cadre interinstitutions d'action préventive. Elle a aussi collaboré avec le Bureau régional de l'Europe de l'Organisation mondiale de la Santé et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime dans le cadre d'une note d'information sur la santé des femmes et les prisons et elle a participé à la réunion de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime portant sur le traitement des femmes placées en détention dans un établissement pénitentiaire ou autre (Bangkok, novembre 2009). L'organisation œuvre auprès des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et s'appuie sur les procédures spéciales des droits de l'homme de l'ONU. Enfin, elle a organisé une manifestation en marge de la onzième session du Conseil des droits de l'homme qui s'est tenue à Genève en juin 2009.

11. Fundación para Estudio e Investigación de la Mujer

Statut consultatif spécial accordé en 2006

I. Introduction

Fundación para Estudio e Investigación de la Mujer (Fondation pour les études et la recherche sur la femme) œuvre en collaboration avec des organisations et des réseaux au niveau local, régional, national et international, par le biais différents projets à travers le monde, notamment en Asie, dans le Pacifique, en Afrique, en Amérique du Nord et en Europe.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation s'attache à poursuivre la recherche sur la situation socioéconomique, juridique, politique et familiale des femmes, ainsi que sur leurs conditions de travail et leur état de santé en Argentine, afin de défendre leurs droits et de promouvoir des conditions de vie meilleures et la parité entre les femmes et les hommes. L'organisation a mené des recherches et mis en œuvre des projets, des

programmes, des formations et d'autres activités relatifs aux thèmes suivants : les droits des femmes, la femme et l'environnement, les femmes âgées, la santé procréative et sexuelle, les adolescents, la sexualité, les maladies sexuellement transmissibles et le VIH/sida. Ses priorités incluent la prévention du VIH/sida et les droits fondamentaux de la femme, notamment la sexualité, la grossesse chez les adolescents, les maladies sexuellement transmissibles et le VIH/sida. Plus précisément, l'organisation s'efforce de prodiguer des conseils aux gouvernements, ONG, universités et experts des questions d'égalité entre les hommes et les femmes; mener des études et des recherches sur des sexes, le travail, l'éducation et les droits des familles, les modèles et les programmes de soins de santé, les droits en matière de santé procréative et sexuelle; former et sensibiliser les femmes et les filles, le personnel de santé, les enseignants, les travailleurs sociaux, les ONG et d'autres institutions aux questions de sexualité et de genre, à la prévention des grossesses non désirées, aux maladies sexuellement transmissibles et au VIH/sida; animer des conférences, des vidéoconférences et des débats sur les thèmes revêtant une importance prioritaire liés à la condition de la femme et à ses droits dans le cadre du travail, de la santé, de l'éducation, de l'environnement et de l'action politique et sociale.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a rédigé des documents de sensibilisation distribués lors de la quarante-deuxième session de la Commission de la population et du développement (New York, 2009). Elle a assisté à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au VIH/sida en 2008 et elle a co-animé une réunion d'avant-session sur les droits en matière de santé procréative et sexuelle. En outre, l'organisation a participé à la réunion régionale des réseaux de femmes en Amérique latine et dans les Caraïbes de la Conférence internationale sur la population et le développement, qui s'est tenue à Panama en août 2009 et elle a cosigné et présenté un rapport officiel sur la mise en œuvre du programme d'action de la Conférence en Argentine de 2004 à 2009. Elle s'est également jointe au groupe de travail technique en charge de la surveillance et de l'évaluation des populations les plus vulnérables, dans le cadre du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), Groupe de référence pour le suivi et l'évaluation, 2008-2009. Elle assiste aussi depuis 2002 au Groupe de référence d'ONUSIDA sur le VIH et les droits de l'homme. En 2009, elle a rejoint le Groupe spécial mondial sur les femmes, les filles, l'égalité des sexes et le VIH/sida pour le compte de l'ONUSIDA.

A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

L'organisation a participé au Forum d'ONG de la Conférence internationale sur la population et le développement, proposé par le Fonds des Nations Unies pour la population à Berlin en septembre 2009. Le Président de l'organisation a fait un exposé à l'occasion de la quarante-deuxième session de la Commission de la population et du développement et des cinquantième, cinquante-deuxième et cinquante-troisième sessions de la Commission de la condition de la femme, respectivement, en 2006, 2008 et 2009. L'organisation a également préparé une

manifestation parallèle en 2008 sur les stratégies du Sud : accroître l'autonomie des femmes et des filles pour mieux lutter contre le VIH/sida.

B. Collaboration avec les organismes des Nations Unies

Projets qui ont reçu le soutien du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) : un projet sur la violence à l'égard des femmes et la propagation du sida auprès des femmes en Argentine, au Brésil, au Chili, au Paraguay et en Uruguay en 2009-2010 et en 2009, un projet sur la surveillance et le contrôle du programme en faveur de la santé procréative et sexuelle, ainsi que de la procréation responsable, incluant diverses publications.

12. Greenpeace International

Statut consultatif général accordé en 1998

I. Introduction

Greenpeace est une organisation mondiale à but non lucratif pour l'environnement qui se déploie dans 41 pays en Europe, dans les Amériques, en Asie et dans le Pacifique.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation se mobilise afin de préserver l'environnement en luttant contre la pêche non sélective et destructrice et en créant un réseau mondial de réserves marines, en protégeant les forêts, les animaux et les plantes du monde entier, en œuvrant pour le désarmement et la paix à travers la réduction de notre dépendance aux ressources non renouvelables et l'éradication des armes nucléaires, en créant un futur libre de tout produit toxique, dans lequel les substances chimiques dangereuses seront remplacées par des produits plus sûrs, en militant pour une agriculture durable dépourvue de tout organisme génétiquement modifié et en préservant la biodiversité et en favorisant l'agriculture socialement responsable.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Les campagnes menées par l'organisation à l'échelle mondiale sont conformes en général au plan d'action pour le développement du Conseil économique et social et des Nations Unies, dans son ensemble.

A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

L'organisation assiste aux sessions annuelles de l'Assemblée générale et de la Première Commission; elle surveille et rend compte de l'évolution et élabore des

documents d'information à l'intention des délégués. Elle a participé à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer afin de remédier aux effets destructeurs de la pêche de fond sur la biodiversité des grands fonds marins et elle a déployé tous ses efforts pour promouvoir l'accord dans ce domaine défini dans la résolution 61/105 de l'Assemblée générale. L'organisation a joué un rôle actif lors des réunions des Comités préparatoires de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et au cours des 27 dernières années, elle a assisté aux Conférences d'examen et aux réunions relatives au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Elle a participé à la huitième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, organisée à Curitiba (Brésil), en mars 2006. L'organisation a également assisté aux réunions de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture portant sur le Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques, relatif à la Convention sur la diversité biologique; qui ont eu lieu à Curitiba en mars 2006 et elle a organisé une manifestation en marge de la quatrième réunion des parties audit Protocole de Carthagène, qui s'est tenue à Bonn (Allemagne) en mai 2008.

B. Collaboration avec les organismes des Nations Unies

Par le biais de ses interactions avec le Gouvernement colombien à l'occasion de la réunion des parties au Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, qui s'est tenue à Port Ghalib (Égypte), en novembre 2009, l'organisation a lancé le programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)/un atelier régional parrainé par le Gouvernement colombien sur les technologies de remplacement des hydrochlorofluorocarbones (Bogota, avril 2010).

C. Activités menées à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Les campagnes de l'organisation contribuent à la réalisation de l'**Objectif 7**. Elles favorisent aussi les activités des parties définies dans la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. En outre, en collaboration avec cinq autres organisations non gouvernementales de défense de l'environnement, elle a présenté une proposition d'Accord de Copenhague.

13. Hope for Africa

Statut consultatif spécial accordé en 2002

I. Introduction

Hope for Africa est une organisation non gouvernementale internationale qui entend aider les Africains et les personnes d'origine africaine à renforcer leurs ressources naturelles et humaines à travers le développement humanitaire, économique et social, la santé, le logement, la sécurité alimentaire et des programmes éducatifs.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation vise à édifier un pont économique, culturel, pédagogique et spirituel solide et durable entre l'Afrique et la diaspora africaine au profit d'un développement accru de l'Afrique dans son ensemble. Elle favorise et gagne le soutien actif des États-Unis d'Amérique et de la diaspora africaine dans le renforcement des ressources naturelles et humaines africaines.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Activités menées à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 2. Entre 2006 et 2009, l'organisation a octroyé chaque année 10 bourses d'excellence selon le principe de la parité des sexes, à des étudiants de l'Université d'Abomey-Calavi (Bénin), en collaboration avec Benin Espoir, une ONG d'étudiants. En collaboration avec le Wheelock College de Boston (États-Unis), l'organisation a élaboré un programme de certificat/diplôme de l'enseignement préscolaire et primaire pour une meilleure préparation des enseignants et des spécialistes ghanéens.

14. Fondation internationale de l'énergie

Statut consultatif spécial accordé en 2002

I. Introduction

La Fondation internationale de l'énergie est une organisation non gouvernementale internationale dont le siège est sis à Tripoli. Son réseau de membres regroupe plus de 1 300 scientifiques, spécialistes, universités, institutions scientifiques, ainsi que des entreprises publiques et privées des États arabes, d'Afrique, d'Asie, d'Europe, d'Amérique du Nord, d'Amérique du Sud et d'Australie.

A. Buts et objectifs de l'organisation

L'objectif de l'organisation vise à promouvoir la recherche et la formation en matière d'énergie afin de favoriser la communication dans tous les domaines de l'énergie et de diffuser les connaissances, coordonner les recherches et formuler des recommandations sur les normes en matière d'utilisation des énergies. Pour atteindre ces objectifs, elle organise des conférences et des séminaires internationaux et régionaux, en proposant des formations et des services de conseil et en menant des études dans les domaines de l'énergie, de l'environnement et du développement.

B. Changements importants intervenus dans l'organisation

L'organisation a créé quatre centres de formation et de recherche spécialisés, l'étude de la gestion et de l'informatique étant intégrée dans sa formation sur l'énergie, l'environnement et le développement.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

L'organisation a assisté à la réunion de consultation régionale pour l'Afrique, animée par le Fonds pour l'environnement mondial (Caire, octobre 2007), ainsi qu'à l'atelier de consultation de la société civile au Fonds pour l'environnement mondial en mars 2009. Elle a participé au programme de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et du Programme des Nations Unies pour l'environnement relatif aux modes de production propres et efficaces, présenté en mai 2009. Elle était également présente à la Conférence générale de l'ONUDI, qui s'est tenue à Vienne en décembre 2007, ainsi qu'à la réunion annuelle de l'ONUDI en novembre 2008 à l'occasion du Sommet nord-africain du pétrole et du gaz. Elle a assisté à la Conférence internationale sur l'énergie de l'ONUDI en juin 2009 et à la Conférence générale de l'ONUDI en décembre 2009. Elle était également présente à la Consultation sous-régionale qui s'est tenue à Alexandrie (Égypte), en mai 2006, ainsi qu'aux réunions ordinaires et extraordinaires du Plan d'action pour la Méditerranée/Programme des Nations Unies pour l'environnement en 2006, 2007, 2008 et 2009. L'organisation a également assisté à toutes les réunions relatives aux projets sur les changements climatiques pour les pays du Maghreb organisées par le Programme des Nations Unies pour le développement et le Fonds pour l'environnement mondial.

B. Collaboration avec les organismes des Nations Unies

L'organisation a travaillé en étroite collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Fonds pour l'environnement mondial.

C. Activités menées à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 7. L'organisation a monté des conférences et des séminaires sur la conservation de l'énergie, la production propre, la gestion des déchets, la protection de l'environnement, l'utilisation des sources d'énergie renouvelables, etc. Elle a célébré les journées des Nations Unies en rapport avec l'énergie et l'environnement, notamment la Journée mondiale de l'eau et la Journée mondiale de l'environnement.

15. International Women's Writing Guild

Statut consultatif spécial accordé en 1998

I. Introduction

International Women's Writing Guild compte des représentants régionaux dans chaque état des États-Unis d'Amérique et dans 13 autres pays.

A. Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation œuvre en faveur de l'autonomisation personnelle et professionnelle des femmes à travers l'écriture et identifie l'écriture personnelle comme un moyen pour les femmes de s'épanouir et de réaliser pleinement leur potentiel. Pour ce faire, elle anime des groupes d'écriture locaux et des conférences régionales tout au long de l'année, ainsi qu'une conférence annuelle sur l'écriture d'une semaine en été et des réunions deux fois par an afin de favoriser les partenariats en vue de promouvoir la publication d'ouvrages. Le projet prison revêt un caractère spécial dans le cadre duquel les membres correspondent avec des détenus et/ou dirige des ateliers d'écriture dans les prisons.

B. Changements importants intervenus dans l'organisation

Pour des raisons financières, le nombre d'adhérents a diminué pour les pays hors États-Unis (13 en 2010 contre 33 en 2006).

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Grâce à ses activités, l'organisation tend à renforcer la voix et la participation des femmes dans le processus de développement en leur donnant la possibilité de s'exprimer au travers de leur écriture.

Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

L'organisation est membre du groupe de travail de la Deuxième Décennie internationale des peuples autochtones, une organisation non gouvernementale qui soutient l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones. Elle encourage les efforts du Traditional Circle of Indian Elders and Youth, qui se compose de chefs spirituels importants des nations indiennes en Amérique du Nord et qui a facilité l'adoption de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones par l'Assemblée générale dans sa résolution du 13 septembre 2007. L'organisation a participé à plusieurs sessions annuelles de l'Instance permanente à New York de 2006 à 2009.

16. Groupe de liaison pour l'Année internationale de la femme

Statut consultatif spécial accordé en 2008

I. Introduction

Le Groupe de liaison pour l'Année internationale de la femme a vu le jour au Japon et compte 39 ONG nationales de femmes, soit un total de 20 millions de membres.

A. Buts et objectifs de l'organisation

Depuis la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, qui s'est tenue à Beijing en 1995, l'organisation s'emploie à mettre en œuvre les objectifs des 12 domaines sensibles définis dans la plate-forme d'action de ladite Conférence afin de créer une société à égalité des sexes. Les principales activités de l'organisation incluent des actions de pression auprès des gouvernements, des partis politiques et des organes pertinents ainsi que la tenue de consultations avec des femmes parlementaires. Elle n'a de cesse de réclamer que les nouveaux responsables politiques adoptent des politiques respectueuses de l'égalité des sexes et susceptibles de renforcer les mécanismes institutionnels pour la promotion de la femme.

B. Changements importants intervenus dans l'organisation

De 2006 à 2009, le nombre d'ONG relevant de l'organisation est passé de 53 à 39, mais elle compte désormais huit comités, contre six auparavant.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

En mars 2006, parallèlement à la soumission du sixième rapport du Japon au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, l'organisation a formulé son avis sur la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes au Bureau de la parité des sexes du Gouvernement japonais. L'organisation a également participé à la quarante-quatrième session du Comité (New York, 2009).

Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

Les coordinateurs des relations internationales et les membres de l'organisation ont participé à la cinquantième, cinquante-deuxième et cinquante-troisième session de la Commission de la condition de la femme (New York) en la qualité de conseillers de la délégation du Gouvernement japonais et d'observateurs. Au cours de ces sessions, l'organisation a assisté aux tables-rondes et aux ateliers organisés par des ONG et à une manifestation parallèle préparée par la Mission

permanente du Japon auprès de l'Office des Nations Unies. L'organisation a également participé à la soixante et unième et à la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale.

17. Urban Justice Center

Statut consultatif spécial accordé en 2006

I. Introduction

Urban Justice Center représente et défend juridiquement les New-Yorkais pauvres et sans abri. Les activités de plaidoyer de l'Urban Justice Center influent favorablement sur l'intérêt public dans la ville de New York ainsi qu'à travers les États-Unis.

Buts et objectifs de l'organisation

Le Centre a pour objectif de favoriser une évolution sociale dans les domaines des droits civils et des droits de l'homme. En particulier, Urban Justice Center réalise un travail de proximité au sein de différentes collectivités à faible revenu, procède à des travaux d'enquête et de documentation sur des questions sociales affectant les collectivités à faible revenu, souvent d'un point de vue des droits de l'homme, propose une formation publique et des ateliers sur des questions d'ordre juridique, notamment les droits de l'homme, à l'intention des personnes en situation de pauvreté ainsi que des organisations qui les côtoient dans le cadre différents mécanismes liés aux droits de l'homme en vue de réaliser les objectifs du programme.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation estime que seul le Gouvernement américain est responsable des normes en matière des droits fondamentaux des personnes en situation de pauvreté. Il œuvre à la promotion de la justice sociale et économique ainsi que de l'égalité entre les races et les sexes. L'organisation soutient la ratification par le Gouvernement américain de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et de la Convention relative aux droits de l'enfant, en menant une action de sensibilisation auprès de la société civile et des représentants élus.

A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

L'organisation a préparé une manifestation sur la race, le genre et la justice économique aux États-Unis, en marge de la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme (New York, mars 2010). Elle a participé au Forum de la société civile qui s'est tenu à New York le 2 février 2010, avant la

quarante-huitième session de la Commission du développement social. L'organisation a siégé à un comité dans le cadre du Forum et facilité la participation des victimes de violations des droits de l'homme.

B. Collaboration avec les organismes des Nations Unies

L'organisation a collaboré avec le HCDH afin d'animer un atelier sur l'examen périodique universel dans le Church Center de New York en février 2010.

C. Activités menées à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a participé à une manifestation intitulée « Travail décent et mondialisation équitable : Un aspect essentiel pour la réalisation des objectifs de développement et l'élimination de la pauvreté », qui a eu lieu en juin 2010, en marge des auditions informelles interactives de l'Assemblée générale, en présence d'organisations non gouvernementales, d'organisations de la société civile et du secteur privé. Ces audiences se sont tenues au siège les 14 et 15 juin 2010. L'organisation a coparrainé et aidé à l'organisation d'une commission de femmes sur la pauvreté et les objectifs du Millénaire pour le développement, qui s'est réunie au Church Center de New York en septembre 2008.
